

En temps de prospérité, lorsque les revenus montent et qu'il n'y a pas d'échéances à payer, les demandes insistantes, venant d'un bout à l'autre du pays, de nouvelles immobilisations de capitaux deviennent presque irrésistibles. Mais quand arrivent les échéances, le ministre des Finances est obligé d'y pourvoir. Il est donc désirable de les régulariser.

4. Les émissions à long terme devraient, lorsque la chose est possible, comporter des stipulations de rachat, afin que l'on puisse profiter des périodes d'intérêt peu élevé pour les remplacer par de nouvelles.

Advenant l'adoption de ces recommandations, la dette entière du Canada se trouvera établie sur une base de rachat qui tendra à sauvegarder et même hausser le crédit du pays.

Le Comité est d'avis qu'en démontrant ainsi l'importance que nous attachons à nos obligations, nous réaffirmerons à notre population et au monde entier notre détermination, quelles que soient les circonstances, de faire honneur à nos engagements.

Le tableau suivant indique brièvement la dette publique du Dominion, de ses provinces et municipalités, ainsi que la dette fondée des compagnies:

DETTE PUBLIQUE DU CANADA ET DE SES PROVINCES ET MUNICIPALITÉS, DETTE FONDÉE DES COMPAGNIES, ET INTÉRÊTS À ACQUITTER

(Dernières statistiques disponibles)

	Montant	Intérêt	Taux moyen
	\$	\$	p. 100
Dette nette du Canada au 31 mars 1933 (préliminaire) (1).....	2,599,089,000	121,637,365	4.68
Obligations dont l'Etat garantit le principal et les intérêts, et les intérêts seulement, au 31 mars 1933, (2).....	996,148,354	45,356,904	4.55
Obligations directes brutes des provinces pour les années fiscales expirant en 1932 (3).....	1,363,382,464	62,715,593	4.6
Obligations indirectes des provinces pour les années fiscales expirant en 1932 (4).....	215,977,011	9,071,034	4.2
Grand total des obligations directes de toutes les municipalités canadiennes, au 31 décembre 1931 (5).....	1,584,000,000	77,616,000	4.9
Compagnies—			
Chemins de fer (6).....	919,000,000	40,897,000	4.45
Autres compagnies (7).....	1,178,000,000	64,672,000	5.49
	8,855,596,829	421,965,896	4.77

(1) La dette fondée atteignait \$2,715,910,607 avec intérêts de \$127,239,499.

On donne la dette nette au lieu de la dette brute (\$2,990,315,000) parce que certains éléments de la dette brute se trouvent compensés par des éléments d'actif productif (\$391,226,000), composés en grande partie d'espèces et de valeurs portant intérêt. L'actif productif comprend les prêts aux provinces, qui devraient figurer parmi les dettes de celles-ci. Les comprendre dans la dette fédérale constituerait double emploi. On donne la dette nette au lieu de la dette fondée, car celle-ci comprendrait les sommes prélevées et inscrites à l'actif productif, par exemple les prêts aux provinces.

(2) Les garanties des intérêts seuls s'appliquent à une somme principale de \$216,000,000. Le principal et les intérêts sont garantis pour le reste, soit \$780,148,354.

(3) L'élément le plus important de la dette publique provinciale est la dette obligataire, totalisant \$1,148,451,597. En outre, il y a les billets du Trésor, se chiffrant par \$103,707,602, les emprunts bancaires, dépôts d'épargne, etc.

(4) Les dettes indirectes des provinces comprennent les garanties d'obligations de chemins de fer, d'entreprises hydroélectriques, de municipalités, etc.

(5) Ce chiffre comprend le passif total de toutes les municipalités de six provinces, et la dette obligataire des autres (le passif total n'étant pas disponible). La somme donnée est donc la plus basse à laquelle on puisse chiffrer l'ensemble des dettes directes des municipalités canadiennes.

(6) La portion non garantie de la dette obligataire des chemins de fer Nationaux du Canada est seule comprise ici, vu que la dette garantie figure au deuxième article du tableau.

(7) Les autres compagnies comprennent les sociétés industrielles, financières, commerciales et autres, en fait toutes, sauf les sociétés publiques et les chemins de fer.